

Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Dérèglement climatique et pic pétrolier : réflexions et propositions sur les conséquences du nécessaire renoncement aux combustibles fossiles

Développement

La Constitution vaudoise prévoit à son chapitre 11, article 72, sous le titre "Prospective" que *"dans le but de préparer l'avenir, l'Etat s'appuie sur un organe de prospective"*. Lors de son point de presse du 12 juillet 2007, le président du Conseil d'Etat nouvellement élu a fait part de sa volonté de mettre sur pied cet organe de prospective, en s'appuyant sur une dynamique de réseau ouvert à la société civile.

Les soussigné-e-s demandent que cet organe soit institué dans les meilleurs délais et qu'il engage le plus rapidement possible une réflexion sur les conséquences, au niveau cantonal, du nécessaire renoncement aux combustibles fossiles afin de réduire à la fois la dépendance pétrolière et les émissions de gaz à effet de serre, principalement le CO₂. Son rapport portera en particulier sur les mesures à envisager dans les domaines de l'aménagement du territoire, des transports et du logement. Il comportera aussi un volet sur le développement de la recherche en matière d'énergies renouvelables.

Développement

Intervenant devant le 2e Congrès suisse de l'électricité en janvier 2008, le commissaire européen à l'énergie, Andris Piebalgs, disait *"nous ne pouvons rester prisonniers de notre vieux système énergétique basé sur les énergies fossiles"*. Ce constat, nous le partageons. Le développement du capitalisme ne se conçoit pas sans le recours prioritaire et massif aux énergies fossiles (charbon, puis pétrole et gaz). C'est fondamentalement ce qui a déclenché, à partir de la moitié du siècle passé, le dérèglement climatique que nous connaissons. Dès 1996, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) expliquait que pour stabiliser la quantité de gaz carbonique contenue dans l'atmosphère, il faudrait diviser par deux les émissions humaines de CO₂ sur la base de ce qu'elles étaient en 1990. Cela uniquement pour ne pas augmenter l'effet de serre supplémentaire. Nous en sommes bien loin aujourd'hui puisque les émissions mondiales de CO₂ entraînées par le capitalisme ont crû entre 2000 et 2006 à un rythme annuel de 3% ! Ce qui emmènera l'humanité tout entière dans une dynamique climatique au-dessus du scénario le plus pessimiste imaginé par le GIEC. Rappelons ici qu'au-delà d'un réchauffement de la planète de plus de 2° par rapport à l'ère pré-industrielle (1750 environ), nous entrons dans une zone d'emballement climatique dite "dangereuse" et que l'option pessimiste du GIEC la place à une moyenne de 5,2°. Et les dernières recherches en matière d'inertie thermique de l'océan profond indiquent que même après la disparition du surplus de CO₂ ainsi produit, la planète continuera longtemps à se réchauffer. On le voit, rompre avec cette logique du recours accru aux combustibles fossiles est une question à la fois de civilisation et d'urgence.

Il existe des raisons complémentaires à la crise climatique pour chercher à sortir le plus rapidement possible de ce fonctionnement à base d'énergies fossiles. D'abord, il y a le cours du baril de pétrole qui, à vue humaine, ne risque pas de descendre même si la spéculation — après s'être retirée du secteur immobilier, avec les dégâts que l'on sait — le tire un peu vers le haut. Or le pétrole, sous une forme ou sous une autre, est partout dans notre existence. C'est dire que la vie chère est d'ores et déjà planifiée pour des millions de salarié-e-s de ce pays.

Une autre raison enfin réside dans ce que l'on appelle le "pic pétrolier", à savoir le moment où la moitié des réserves pétrolières étant atteinte, le débit de la production diminue face à une demande mondiale toujours en hausse. L'Agence internationale de l'énergie prévoit une crise d'approvisionnement dans les cinq ans. Le président du groupe pétrolier Total, Thierry Desmarests, estime pour sa part que ce pic se produira en 2020. L'ancien président du groupe Shell, Lord Oxburgh

prévoyant un pic un peu plus tardif, avec un baril à 150 dollars, explique : "*Nous allons tels des somnambules vers un problème qui va se révéler très grave, et il pourrait être trop tard pour faire quoi que ce soit le jour où nous en prendrons pleinement conscience.*" (*The Guardian*, 3.10.2007). Se basant non pas sur les réserves estimées — pour des raisons politiques pour l'OPEP et financières pour les majors du pétrole, ces estimations sont jugées trop hautes — mais sur des projections à partir de la production actuelle, un groupe de scientifiques et d'experts, réunis dans l'Association pour l'étude des pics de production de pétrole et de gaz naturel (ASPO) estime pour sa part que le moment du pic se situera en 2015 environ. Ajoutons que le pétrole de la Mer du Nord a déjà dépassé son pic et se trouve dans la phase dite de déplétion.

Le président du Conseil d'Etat souhaitait que l'organe de prospective traite de tendances lourdes et non de manifestations fugaces. La question du pic pétrolier et de l'accès aux réserves de pétrole est une tendance suffisamment lourde pour entraîner la seconde guerre d'Irak, les Etats-Unis étant alors à la recherche des "*cinquante millions de barils par jour supplémentaires*" qui, dès 2010, feraient défaut à leurs réserves, selon les déclarations de Dick Cheney (ancien vice-président étasunien, alors président de Halliburton) en 1999 devant le London Institute of Petroleum...

L'étude prospective demandée devrait en particulier concerner les domaines qui, dans notre pays, sont les plus producteurs de gaz à effet de serre (selon le protocole de Kyoto et non pas selon la loi fédérale sur le CO2. Chiffres de l'OFEV, révisés en 2007), à savoir les transports (29,2% des émissions en 2005), les "ménages" (en réalité les logements, surtout : 22,3%) et l'industrie (21,5%).

Lausanne, le 20 mai 2008.

(Signé) *Jean-Michel Dolivo et 23 cosignataires*